



# **JEAN-PIERRE CHEVENEMENT**

---

Président d'honneur du Mouvement Républicain et Citoyen

Jeudi 12 mai 2011, 20 h 00

Au Petit Riche, 25 rue Le Peletier 75009 Paris



Club de réflexion

## SOMMAIRE

Jean-Pierre CHEVENEMENT .....	1
Introduction .....	3
Notre invité .....	3
La France est-elle finie ?.....	4
Chevènement et le 10 mai 1981 .....	9
Photos .....	12

---

## INTRODUCTION

---

Le club de réflexion **STRATEGIES FRANCAISES**, fondé en 1994, cherche à rapprocher la République des citoyens, c'est-à-dire faciliter l'appropriation des sujets de société par les citoyens à l'occasion de rencontres et débats avec les acteurs et les penseurs de notre temps.

L'ambition d'un tel projet s'appuie notamment sur :

- Le choix de recevoir, de dialoguer, de confronter ses idées avec toutes les tendances de la vie politique française voire internationale, sans esprit partisan,
- La passion pour le destin de la France, dans le monde, dans l'Histoire, dans une perspective d'avenir,
- Le goût pour les rencontres inédites et l'échange de convictions.

Ces "stratégies françaises" sont celles des femmes et des hommes que nous rencontrons au fil des dîners-débats, des stratégies tournées vers le monde, vers la transformation de notre société et vers une meilleure vision de notre histoire et de notre avenir.

Le club **stratégies françaises** est dirigé et animé par Xavier Fos.

## NOTRE INVITE

---

- **Jean-Pierre Chevènement** est né le 9 mars 1939 à Belfort, de parents instituteurs. Ancien élève de l'École Nationale d'Administration (promotion "Stendhal"), il adhère au Parti Socialiste SFIO en décembre 1964 et fonde en janvier 1966 -avec Georges Sarre, Didier Motchane, et Alain Gomez- le Centre d'Études, de Recherches et d'Éducation Socialistes (CÉRÈS). Le CÉRÈS deviendra l'un des principaux courants du PS à partir du congrès d'Épinay (juin 1971); il sera remplacé le 14 avril 1986 par Socialisme et République. Jean-Pierre Chevènement est l'auteur du programme du Parti Socialiste "Changer la vie" en 1972, le négociateur du programme commun de la gauche (1972) et l'auteur du projet socialiste (1980).
- Il est élu député sans discontinuer aux élections législatives de 1973 à 1997, et en 2000, dans le Territoire de Belfort.
- Ministre d'État, ministre de la Recherche et de la Technologie puis de la Recherche et de l'Industrie des deux premiers gouvernements de Pierre Mauroy (1981-1983), il refuse de participer au troisième gouvernement de Pierre Mauroy pour s'opposer au tournant libéral du PS et défend "l'autre politique".
- Il a été maire de Belfort entre 1983 et 2007.
- Ministre de l'Éducation nationale du gouvernement de Laurent Fabius (1984-1986), il met fin à la "guerre scolaire", fait le "pari de l'intelligence", et s'illustre par des mesures telles que la ré-introduction de l'instruction civique et l'objectif de 80% d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat.
- Ministre de la Défense des gouvernements de Michel Rocard (1988-1991), il démissionne le 29 janvier 1991 pour s'opposer à la guerre coloniale des Etats-Unis contre l'Irak.
- En juillet 1992, il quitte la direction du PS afin de faire campagne pour le NON au traité de Maastricht. Il fonde le 30 août 1992 le Mouvement des Citoyens et, en avril 1993, démissionne du PS. Il transforme alors le Mouvement des Citoyens (MDC) en parti politique, dont il devient président.
- En 1995, il appelle à voter pour Lionel Jospin dès le premier tour de l'élection présidentielle puis participe en 1997 au gouvernement de la "gauche plurielle" pour tenter de lui donner un axe républicain. Ministre de l'Intérieur, il essaye d'imposer une grande politique d'accès à la citoyenneté, crée la police de proximité et donne une nouvelle impulsion à la coopération

---

intercommunale. Il démissionne le 29 août 2000 pour s'opposer au processus de Matignon visant à donner le pouvoir législatif à la Corse.

- Il déclare sa candidature à l'élection présidentielle de 2002 le 4 septembre 2001, et obtient 5,33% des suffrages exprimés au premier tour de l'élection présidentielle, soit plus d'un million cinq cent mille voix.
- Il est président d'honneur du Mouvement Républicain et Citoyen (MRC) qui a succédé au MDC, et président de la Fondation Res Publica, fondation de recherche reconnue d'utilité publique en 2005.
- Il est Sénateur du Territoire de Belfort depuis le 21 septembre 2008 et vice-président de la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat.

## LA FRANCE EST-ELLE FINIE ?

---



- La France va-t-elle se résigner à sortir définitivement de l'Histoire pour devenir un simple parc d'attractions, à l'extrémité occidentale d'une Europe elle-même marginalisée? Ou bien trouvera-t-elle la force de redevenir la nation de citoyens dont elle a fourni le modèle, pour offrir un avenir à sa jeunesse et continuer son histoire ?
- Dans ce livre décapant, Jean-Pierre Chevènement éclaire le chemin par lequel nous en sommes arrivés là. Au moment où la monnaie unique, créée il y a vingt ans à Maastricht, prend l'eau, il montre comment le « pari pascalien » de François Mitterrand sur un au-delà des nations appelé « Europe » n'a pas seulement recouvert le ralliement de la gauche française au néo-libéralisme, mais s'enracine dans un doute plus ancien de nos élites sur la France.
- Méditation sur le destin de notre pays entre de Gaulle et Mitterrand, il rend enfin lisible, dans toute sa cohérence, l'histoire de notre dernier siècle. Il fournit ainsi les clés qui peuvent permettre un retour de la France du XXIe siècle au premier rang des nations.
- Jean-Pierre Chevènement est l'un des artisans décisifs du Congrès d'Épinay (1971) qui a refondé le Parti socialiste, il est l'auteur des programmes de ce parti en 1972 et 1979 et l'un des négociateurs du Programme commun de la gauche (1972). Plusieurs fois ministre de 1981 à 2000 (Recherche, Industrie, Éducation nationale, Défense, Intérieur), il défend depuis longtemps l'idée d'une « autre politique ». Président d'honneur du MRC, sénateur du

---

Territoire de Belfort, il est aussi vice-président de la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat.

Plan détaillé

Introduction



### **I – 1971-1983 : La gauche perd la bataille qu'elle n'a pas livrée**

- Épinay, contradiction motrice
- Passer à travers les gouttes
- Une victoire à contre-courant
- Une « alliance en fer » pour démontrer l'inanité d'une « autre politique »

### **II – 1983-1989 : Bruxelles-Paris : le chemin le plus court pour la normalisation libérale**

- Trois cents directives pour déréglementer
- L'Europe et la vie des saints



### **III – 1989-1995 : Le pari pascalien de François Mitterrand**

- L'Europe est aux nations ce que l'infini est au fini
- La question allemande
- Enlever à l'Allemagne son mark
- « La France ne peut pas s'isoler »
- La chute du mur et le forcing de Helmut Kohl
- Le marché Mitterrand-Kohl
- « Ou vous changez d'attitude, ou vous abandonnez la politique ! »

### **IV – 1916-1992 : Aux racines du « pari pascalien » de François Mitterrand**

- Archéologie de la « vision » mitterrandienne
- Mesure de la France

- Le tragique isolement de notre pays dans les années trente
- L'énigme de la dissolution en cinq semaines de l'armée française
- « Vaincre notre histoire » ou « passer le témoin » ?



#### V – 1990-2008 : Le triomphe de l'inégalité

- De la mondialisation heureuse à l'ubris
- Un monde darwinien
- Moutons
- Retour à Marx... et à la Belle Époque



#### VI – 1990-2010 : Le retour de l'Allemagne

- L'Allemagne impose benoîtement ses choix : les contours de l'Europe
- L'ordre économique et monétaire
- L'ordre institutionnel
- Une stratégie mercantiliste
- Une nation « redevenue normale »
- Le déclin du courant fédéraliste et l'adoption du modèle républicain civique

#### VII – 2008 et sq. : La crise du néolibéralisme

- Responsabilités de la finance américaine
- La fable d'une « crise morale »
- La crise du capitalisme anglo-saxon

- L'épuisement d'un modèle

### **VIII – 2010 et sq. : La crise de la monnaie unique**

- Une zone monétaire loin d'être optimale
- Le vice de conception initial de l'euro
- La crise grecque, répétition générale des crises à venir
- L'euro sous tutelle américaine
- Il y a quelque chose de pourri au royaume de l'euro
- Changer les règles du jeu de l'euro
- À défaut, un plan B



### **IX – 1983-2010 : La gauche piégée**

- Une confusion délibérément entretenue
- Pour quelques miettes de croissance de plus
- On ne modifie que très difficilement le génome d'un grand parti
- Le piège néolibéral
- Le piège européiste
- Eût-il été possible, pour ne pas en arriver là, de faire autrement ?
- Le temps des petites ambitions et des seconds couteaux

### **X – 1940-2040 : Finis Franciae ?**

- La déconstruction de la France
- L'histoire de la France, un immense échec ?
- La France exécutrice testamentaire des idées de la Révolution
- La nécessaire estime de soi

### **XI – 2010-2040 : France-Allemagne : sortir de l'Histoire ou la continuer ensemble ?**

- L'Histoire, une option écartée ?
- Le ralliement à la « culture des vainqueurs » n'ouvre pas la voie à une « Europe européenne »

- Une comparaison déséquilibrée des deux « après-guerres »
- Napoléon facile bouc émissaire de la « catastrophe »
- L'impasse faite par l'Allemagne sur sa défense
- La clé de l'« Europe européenne »
- Vers une recomposition de la gauche allemande ?
- Ensemble continuer l'Histoire

## **XII – La gauche, la droite et la République du XXIe siècle**

- Le clivage droite/gauche, un legs de la Révolution française
- Ce qui reste du socialisme : une méthode
- Les « trous noirs » de la pensée socialiste
- Le mythe de la refondation à zéro : tradition et révolution
- Au-dessus de la droite, et de la gauche telles qu'elles sont devenues, la République Faire fond sur la France pour redresser l'Europe
- L'impasse du fédéralisme : quand les socialistes font voler les coquecigrues
- La gauche doit se mettre à la hauteur du défi
- Critiquer Nicolas Sarkozy non sur sa personne, mais sur son projet
- Se réapproprier les valeurs de transmission
- La gauche doit rencontrer la République... et la France



## **XIII – Le grand pari sur la France au XXIe siècle : faire vivre le modèle républicain**

- D'abord se comprendre soi-même
- Promouvoir et faire vivre le modèle républicain dans le monde
- Retrouver le sens de la durée
- Rompre avec la dictature de l'instant
- Dépasser l'horizon des marchés
- Changer les règles du jeu
- Deux projets républicains : la politique industrielle
- Autre priorité majeure
- L'Éducation et la Recherche
- La machine éducative enrayée : le « quartile réfractaire »
- L'« effet maître »
- Prendre une vue « systémique » des choses
- À l'articulation du lycée et de l'enseignement supérieur
- Résorber les fractures de notre système d'enseignement supérieur et de recherche
- L'idéal de l'homme libre

- 
- L'École au cœur du modèle républicain civique

#### **XIV – Le grand pari sur la France au XXI<sup>e</sup> siècle : organiser la « résilience » de l'Europe**

- Réapprendre à penser en trois dimensions
- Deux changements majeurs
- La « République européenne des peuples » : un nouveau mode d'emploi des institutions européennes
- Intérêt général européen et projet(s) partagé(s)
- La Russie
- La Méditerranée et l'Afrique
- Nouer une relation politique avec les pays émergents
- Une France libre, condition d'une Europe résiliente
- Y a-t-il une alternative au couple franco-allemand ?

Conclusion

## **CHEVENEMENT ET LE 10 MAI 1981**

---

### **Le Pays : Quels sont vos souvenirs du 10 mai 1981 ?**

- Jean-Pierre Chevènement : Vers 18 h, rue de Solférino, j'apprends par un ami travaillant dans une boîte de communication, le résultat des sondages « sortie des urnes » : François Mitterrand devance nettement, d'environ quatre points, Valéry Giscard d'Estaing.
- Avec quelques secrétaires nationaux du PS présents à Paris, nous nous répartissons les plateaux de télévision qui me retiendront jusqu'à plus de 11h du soir. J'éprouve une profonde satisfaction : j'ai adhéré il y a dix-sept ans au Parti socialiste. Il y a dix ans, en juin 1971, c'était le Congrès d'Epinay. Toutes ces années, je les ai englouties pour préparer cette victoire.
- Je triomphe modestement, car au fond de moi, je sais la précarité des choses, l'immensité des défis à relever. Je connais l'intérieur des faiblesses du Parti socialiste. Je connais aussi les qualités de François Mitterrand. Serons-nous collectivement à la hauteur ?

### **Vous vous êtes rendu à la fête place de la Bastille, le soir même. Vous étiez sensible à l'euphorie ambiante ?**

- Vers minuit en effet, je rejoins la place de la Bastille avec ma femme. Un orage éclate. Une pluie torrentielle s'abat sur les manifestants, sans parvenir à doucher leur joie. Heureusement, une voiture immatriculée dans le 93 nous prend en auto stop. Avant de me laisser embarquer, le jeune conducteur, torse nu, me demande pour qui j'ai voté. Je lui dis : « Mitterrand ! » et il me répond : « Alors montez ! » « Et vous, lui dis-je, pour qui avez-vous voté ? » « Pour personne, me répond-il, je ne me suis pas inscrit ! » Je mesure d'emblée que le soutien des masses n'est pas acquis pour la gauche...

### **Vous aviez participé au processus qui a mené François Mitterrand au pouvoir. Savez-vous, le jour de l'élection, que vous ferez partie du premier gouvernement Mauroy ?**

- Non, je l'ignorais, et je ne m'en étais nullement préoccupé. La campagne m'a motivé jusqu'au bout. Je me souviens seulement d'un vol tardif où j'accompagnais Mitterrand, de Mulhouse à Nantes. Ce devait être le jeudi précédent l'élection. Mitterrand avait glissé devant moi à un Pierre Mauroy rougissant : « Vous voyez-vous dans le rôle de Premier ministre ? »

---

**Quelques jours après l'élection, François Mitterrand m'a fait venir à son domicile, rue de Bièvre. Dans un bureau encombré de livres, il m'a alors demandé : « De quoi aimeriez-vous être ministre ? »**

- Pris au dépourvu, j'ai bredouillé : « Il y a peu de domaines dont je sois vraiment expert : peut-être l'énergie ou la recherche, je suis rapporteur spécial du budget de la recherche... » Je ne savais pas encore qu'un bon ministre devait surtout avoir « le coup d'œil politique ».

**François Mitterrand leva sur moi un sourcil vaguement dédaigneux qui voulait dire : « Ah bon ? Vous n'avez pas d'autres ambitions ? »**

- Une semaine plus tard je me retrouvais ministre de la Recherche et de la Technologie, avec le titre de ministre d'État.

**Selon Pierre Mauroy, vous avez été l'un des très rares ministrables choisis par François Mitterrand à avoir « posé problème ». Vous ne vouliez pas du ministère de la Recherche et de la Technologie ?**

- Pas du tout. Mais je voulais, avec le titre, la réalité du pouvoir, c'est-à-dire les budgets des grands organismes de recherche : plus de 20 milliards de francs au total. C'est cela qui a fait problème. La Recherche sous Giscard n'était qu'un secrétariat d'État, chargé d'une simple mission de coordination.
- Il a fallu que je bataille ferme pour avoir mon « décret d'attributions ». Tout allait très vite. Finalement, Mauroy m'a donné en prime l'Hôtel de Clermont, un bureau magnifique qui m'allait comme un gant... Je me suis mis au travail aussitôt.

**Dès le 11 mai, les marchés s'affolent, le franc chute, les capitaux fuient. À ce moment-là, vous craignez une crise grave ?**

- Non, je sais que la France n'est endettée qu'à hauteur de 11 % du PIB (contre 80 % aujourd'hui). En outre, je suis partisan d'une forte dévaluation du franc pour assurer notre compétitivité, le rebond de notre commerce extérieur et la reconquête du marché intérieur.
- François Mitterrand ne s'affole pas du tout et refuse d'avancer la date de la transmission des pouvoirs. Il s'affirme d'emblée comme un grand politique : « Si le franc baisse, aux titulaires du pouvoir encore en place de faire face ! »
- C'est du « grand jeu », à la veille d'une dissolution et d'élections législatives qui donneront une majorité écrasante à la gauche !

**Beaucoup d'articles, des livres : le 30e anniversaire du 10 mai 1981 fait couler beaucoup d'encre. Pensez-vous qu'il y a une nostalgie Mitterrand ?**

- Certes ! François Mitterrand était un homme supérieur. Un monument de culture littéraire et historique. Un politique, surtout, qui savait jauger les hommes et accueillir l'événement. Cela, les Français le ressentent profondément, même s'ils peuvent s'interroger à bon droit, selon moi, sur la cohérence du son dessein européen, qui a pris les chemins de traverse (et de facilité) du néolibéralisme pour ne pas vraiment s'accomplir.
- On le voit aujourd'hui avec la crise de l'euro tout entière contenue dans son vice initial de conception tel qu'il résulte du traité de Maastricht. François Mitterrand n'en reste pas moins un grand homme d'État pour l'Europe tout entière. C'est ce que sans doute, au fond de lui-même, il souhaitait le plus. À condition que nous sachions rebattre les cartes et changer les règles du jeu, quinze ans après qu'il nous a quittés...

**Vous aviez rédigé le projet socialiste. Que reste-t-il des 110 propositions aujourd'hui et de l'espoir soulevé le 10 mai 1981 ?**

- Il reste beaucoup de choses : l'alternance politique d'abord et, paradoxalement, l'enracinement de la V<sup>e</sup> République. La décentralisation bien sûr. La restructuration de nos grands groupes industriels, l'essor donné à la recherche, à l'éducation et à la culture, l'abolition de la peine de mort. La confirmation de nos choix nucléaires. Je reste fier d'avoir porté nombre de ces choix. Il

---

reste aussi, et peut-être surtout, l'éclat d'une personnalité qui n'a pas fini de fasciner et d'interroger l'avenir.

- Quant à l'espoir soulevé le 10 mai 1981, il est trop vite retombé. Certes, l'ouverture d'une parenthèse libérale qui ne s'est jamais refermée, en mars 1983, a créé un fossé entre le PS et les couches populaires. Mais il ne faut jamais désespérer.
- La remise en cause des règles néolibérales acceptées à travers l'Acte unique (1985-1987) et le traité de Maastricht (1992) est inscrite à l'horizon par la nécessité où se trouvent les peuples européens de relever ensemble les défis d'une crise qui reste devant nous. Ce devrait être le rôle de la France que de les y appeler.

***Vous allez vous présenter à l'élection présidentielle. Parce que vous pensez que le PS s'est égaré ?***

- Comme je l'ai dit, ma candidature sera le moyen de « faire bouger les lignes ». Je crois à la nécessité d'un débat républicain et argumenté pour former l'esprit public et pour mettre la France en mesure de relever les redoutables défis qui sont devant elle : redresser l'Europe qui ne peut et ne doit pas se confondre avec une cure de rigueur à perpétuité. Réaffirmer enfin l'identité républicaine de la France. Ni repli frileux ni régression communautariste ! La France a besoin qu'on lui parle à la fois de son histoire et de son avenir. Elle a besoin d'une alternative véritable, d'un projet citoyen pour le XXI e siècle.

---

## PHOTOS

---







*Nisa Chevènement, sculpteur*









